

VILLE DE LE MUY

NS/Service des Marchés Publics

N° MP 2024/009

Transmission en Sous-Préfecture	Date de réception	Affiché	du 24/09/2024
23/09/2024	23/09/2024		au

**DÉCISION D'ATTRIBUTION D'UN MARCHÉ SUBSÉQUENT  
FONDÉ SUR UN ACCORD-CADRE****LE MAIRE DE LA VILLE DE LE MUY,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22.4° et L.2122-23,

VU l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique, et notamment ses articles L.2123-1 et L.2125-1.1° traitant des accords-cadres et des procédures adaptées,

VU le décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique, et notamment ses articles R.2123-1, R.2162-2 1<sup>er</sup> alinéa, R.2162-4.2° et R.2162-5 à 10 traitant des procédures adaptées et des accords-cadres à marchés subséquents,

VU la délibération n° 2020-17 en date du 22 juin 2020 modifiée par la délibération n° 2023-14 du 07 mars 2023 donnant délégation au Maire, pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget dans la limite de trois millions d'euros Hors Taxes tous types de marchés confondus,

VU la délibération n° 2022-95 du 14 novembre 2022 adoptant les termes du règlement intérieur organisant la commande publique et applicable à l'ensemble des services acheteurs de la ville du Muy, notamment en ce qui concerne les marchés publics relevant de la procédure adaptée,

VU le Cahier des Clauses Administratives Générales modifié applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 auquel fait référence l'accord-cadre initial),

**CONSIDÉRANT** qu'une mise en concurrence a été effectuée pour procéder à la désignation d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé pour les travaux de démolition d'une maison et de ses annexes situées 13 route de la Motte, et ce au titre d'un marché subséquent fondé sur un accord-cadre multi-attributaires passé antérieurement (lot n° 1),

**CONSIDÉRANT** qu'un avis de marché subséquent a été adressé aux quatre sociétés retenues à l'accord-cadre multi-attributaires initial le 27 août 2024 avec une date limite de réception des offres fixée au 16 septembre 2024 à 12 h 00,

**CONSIDÉRANT** qu'à l'issue de la consultation, quatre (04) plis ont été réceptionnés dans le délai imparti (soit ceux des sociétés AASCO AS COURTHÉZON, PRÉVENTEC, QUALICONSULT SÉCURITÉ et SPS SUD EST),

**CONSIDÉRANT** que, à l'issue de l'analyse des offres effectuée par les Services Municipaux, la proposition de la société QUALICONSULT SÉCURITÉ (classée première) s'est révélée économiquement la plus avantageuse,

### **D É C I D E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le marché subséquent n° 4 fondé sur un accord-cadre multi-attributaires relatif aux missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (lot n° 1, marché public n° 2022-018MP) passé pour les travaux de démolition d'une maison et de ses annexes situées 13 route de la Motte est conclu entre la ville de LE MUY et la société QUALICONSULT SÉCURITÉ de Fréjus (83600) - Pôle BTP – Espace Capitou – 32, allée Sébastien Vauban.

Le montant global forfaitaire de sa rémunération s'élève à Mille huit cent cinquante-six euros Hors Taxes (1 856.00 € HT), soit Deux mille deux cent-vingt-sept euros et vingt centimes Toutes Taxes Comprises (2 227.20 € TTC).

La durée du marché subséquent n° 4 débutera à compter de sa date de notification et se terminera à la date de levée des réserves.

**ARTICLE 2** : Le financement de ces prestations sera assuré par les crédits inscrits à cet effet au budget communal de l'exercice 2024.

**ARTICLE 3** : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de TOULON dans les deux mois à compter de sa date de publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie et le Service de Gestion Comptable de DRAGUIGNAN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera soumise au contrôle de légalité de Monsieur le Préfet du VAR et sera consultable sur le site Internet de la ville du Muy [www.ville-lemuy.fr](http://www.ville-lemuy.fr).

FAIT À LE MUY, le 23/09/2024

Le Maire



Lillane BOYER

Décision mise en ligne sur le site internet de la ville de Le Muy : [www.ville-lemuy.fr](http://www.ville-lemuy.fr) le 24/09/2024